Bishop Abraham DJAMBA SAMBA wa SHAKO

NOTE BIOGRAPHIQUE

Abraham DJAMBA SAMBA wa SHAKO, Homme d'Eglise et Leader de la Société civile congolaise, est juriste. Il a plusieurs autres qualifications et compétences, notamment en Gouvernance (budgétaire, sécuritaire, politique, administrative, économique et locale), en Finances Publiques (processus et transparence budgétaires; documents budgétaires-clés; budget citoyen; budget participatif; analyse budgétaire; contrôle citoyen du budget; Autonomie financière des collectivités) en Suivi des Politiques Publiques; en Lutte contre la corruption; en Evaluation des services sociaux de base; en Plaidoyers citoyens; en Gestion Axée sur les Résultats ; en Promotion et Défense des Droits Humains /les Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Team Leader National Gouvernance Economique de la Société Civile, Directeur Exécutif du Réseau Gouvernance Economique et Démocratie, REGED, Coordonnateur National de l'Alliance Citoyenne pour la Gouvernance Sécuritaire, ACGS, Représentant de la Société civile au Conseil d'Administration du Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques COREF, Président du Réseau Budget Ouvert pour l'Afrique Francophone et Chercheur-Pays pour l'International Budget Partnership (IBP), il est surtout très connu pour sa contribution, avec son organisation, ces dernières décennies :

1. A la conception et à l'élaboration de la stratégie nationale de la Réforme de la réforme des Finances publiques de la RDC, de 2008 à 2010, année de la Stratégie Nationale de Réforme des Finances Publiques ;

2. A l'amélioration de la gouvernance budgétaire, avec notamment aujourd'hui : la participation des citoyens à toutes les étapes du processus budgétaire; la première place, en Afrique, reconnue à la RDC en matière de participation des Citoyens aux finances publiques et la signature du Décret portant Gouvernance Budgétaire, depuis 2008 à ce jour.
   Chaque année, le plaidoyer qu'il mène avec principalement la participation des Organisations de la Société Civile des secteurs pro pauvres, sur base de l'analyse budgétaire du Projet de Loi de Finances, qu'il conduit, contribue à alimenter la prise de décisions par les autorités budgétaires ;

3. A l'implication des citoyens dans la gouvernance sécuritaire, de 2022 à ce jour.